

Violences faites aux femmes - Certains pays freinent les efforts de l'ONU

Le Vatican, l'Iran et la Russie sont montrés du doigt

5 mars 2013 | [Agence France-Presse](#) | [Actualités internationales](#)

Le Vatican, l'Iran et la Russie tentent de freiner les efforts pour lutter contre les violences faites aux femmes, à l'occasion d'une conférence de l'ONU sur ce sujet qui a commencé ses travaux lundi.

Plus de 6000 représentants de la société civile sont inscrits à cette session annuelle de la Commission de l'ONU sur le statut de la femme.

La directrice exécutive d'ONU Femmes, Michelle Bachelet, a rappelé que la réunion se tenait dans un contexte de mobilisation après l'attaque des talibans contre l'adolescente pakistanaise Malala Yousafzai, et le viol collectif d'une jeune Indienne en décembre. Bien que 160 pays aient adopté des lois contre ces exactions, « l'impunité est encore la norme, pas l'exception », a déploré Mme Bachelet.

Selon des diplomates, le Vatican, l'Iran et la Russie, entre autres pays, s'efforcent d'édulcorer un passage du projet de communiqué final qui affirme que religion, coutumes ou traditions ne peuvent pas servir de prétexte à un gouvernement pour se soustraire à son obligation de lutter contre les violences faites aux femmes.

Ces mêmes États s'opposent à ce que des relations sexuelles imposées à une femme par son mari ou son compagnon soient considérées comme un viol.

« La violence contre les femmes doit être considérée comme un problème de droits de la personne et cela n'a rien à voir avec la culture ou la religion », a déclaré la ministre norvégienne de l'Égalité hommes-femmes, Inga Marte Thorkildsen.

« Le Vatican, les forces religieuses conservatrices aux États-Unis et en Europe, certains pays catholiques et musulmans se liguent pour empêcher les femmes d'obtenir des droits sexuels », a affirmé la ministre, qui prédit des négociations difficiles durant les deux semaines de conférence.

« Ceux qui invoquent la morale doivent se demander si le vrai danger moral n'est pas de priver des millions de femmes du droit à la vie », a-t-elle encore fait valoir.

Selon un rapport de la Banque mondiale évoqué à la conférence, les femmes âgées de 15 à 44 ans sont plus nombreuses à décéder de mort violente que du paludisme, du sida ou du cancer réunis.

« Nous devons prendre des mesures concrètes de prévention », a souligné la ministre norvégienne, selon laquelle les violences faites aux femmes coûtent à son pays un milliard de dollars par an.

Pour Mme Bachelet, « il faut appliquer plus strictement les lois et les politiques de prévention ». « Il faut recruter davantage de femmes policiers, Casques bleus ou juges », a-t-elle énuméré, estimant que les cas de viol seront ainsi mieux dénoncés.